

Coopérative fédérée, comme M. Dumais l'est pour l'UPA, M. André Bergevin, et nous avons eu à discuter de la situation de la nouvelle politique de transport des céréales.

Cette situation fait parler beaucoup de gens, principalement au Québec. J'aimerais donc dire à mes commettants, à tous les gens de la province de Québec, et particulièrement aux agriculteurs du Québec, qu'à cette réunion nous avons convenu de deux choses. Tout d'abord, madame le Président, les experts de l'UPA et de la Coopérative fédérée rencontreront les experts d'Agriculture Canada et de Transports Canada pour discuter des divers chiffres que l'on fait circuler dans la province de Québec sur le coût du transport et sur divers autres coûts de production, et à la suite de ces discussions nous avons convenu que nous rencontrerions les gens responsables du dossier à Ottawa ainsi que le caucus des députés du Québec qui s'occupent particulièrement de cette question pour discuter des différends qui peuvent exister entre nous, et étudier calmement tous les éléments possibles de solution s'il y a lieu.

\* \* \*

[Traduction]

### LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT DU CENTRE DE BIOTECHNOLOGIE À L'UNIVERSITÉ BROCK

**M. Joe Reid (St. Catharines):** Madame le Président, les Canadiens sont fiers de leur pays. Et, pourtant, quand ils pensent à l'avenir et lisent des rapports comme celui que le Conference Board au Canada a publié récemment, où l'on prédit que la province d'Ontario, déjà ravagée par l'inflation, perdra encore 25,000 emplois et comptera donc quelque 25,000 chômeurs de plus, ils s'inquiètent de leur sort et de ce que l'avenir réserve à leur pays.

Nous disposons d'une main-d'œuvre spécialisée et de toute sortes d'institutions d'enseignement, mais, en tant que nation, nous allouons très peu de fonds à la recherche, au développement, à la science et à la technologie.

Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Johnston) a annoncé dernièrement que le Canada ne construirait pas le Centre international d'ingénierie génétique et de biotechnologie, mais il a admis par ailleurs que le Canada a besoin d'un tel centre. Comme l'Université Brock possède déjà un laboratoire tout équipé qui pourrait servir à cette fin, dans l'intérêt des générations actuelles et futures de Canadiens, j'exhorte le ministre à prendre les mesures qui s'imposent.

\* \* \*

### LES FINANCES

L'AMPLEUR DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE

**M. Bill Yurko (Edmonton-Est):** Madame le Président, le ministre des Finances (M. Lalonde) nous a parlé tout à l'heure des emprunts que le gouvernement devait contracter en nous donnant un bref aperçu de notre situation financière. Le tableau qu'il nous a brossé n'a rien de très rassurant.

### Article 21 du Règlement

Le déficit budgétaire prévu pour cette année a dépassé les 27 milliards. C'est un chiffre astronomique qui équivaut à \$1,125 par Canadien ou plus de \$3,000 par travailleur. Il a annoncé que les dépenses prévues pour 1983-1984 s'élevaient à 88.9 milliards, soit 10 p. 100 de plus que cette année. Il a dit également que les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés, de l'impôt sur le revenu des particuliers ainsi que du pétrole et du gaz avaient diminué de beaucoup. Cela annonce un déficit considérable pour l'exercice financier 1983-1984. Il a déclaré en guise de conclusion que le Canada avait connu une grave récession. L'assiette fiscale a diminué, tandis que le chômage a augmenté.

Nous sommes en pleine crise économique, madame le Président, et il faudrait organiser immédiatement une conférence des premiers ministres pour préparer ensemble la relance économique du pays.

\* \* \*

### LES SPORTS

LE DANGER QUE PRÉSENTE LA BOXE THAÏLANDAISE

**M. Stanley Hudecki (Hamilton-Ouest):** Monsieur le Président, la boxe thaïlandaise est un art martial de plus en plus en vogue au Canada et à l'étranger. Dans la boxe thaïlandaise, les adversaires se portent des coups à la tête avec les mains et les pieds.

Néanmoins, ce qu'on ignore encore, c'est le danger que présente cette forme de boxe. Selon un porte-parole de la Commission athlétique de l'Ontario, il y aurait eu de graves blessures faciales, et notamment des fractures, surtout chez les jeunes qui pratiquent ce sport. Un neurologue de Toronto, considéré comme un expert des blessures causées par la boxe, pense qu'il s'agit là d'un sport dangereux sur lequel la commission de l'Ontario devrait se pencher attentivement.

Ce genre d'accidents a amené le gouvernement ontarien à interdire la boxe thaïlandaise en attendant d'entreprendre une étude sur les risques de blessures faciales graves que courent les adeptes de ce sport. Nous devons féliciter le gouvernement de l'Ontario de son initiative. J'exhorte vivement le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, ainsi que tous les ministres provinciaux de la santé, à suivre son exemple et à entreprendre une enquête approfondie sur la boxe thaïlandaise, à coordonner leurs efforts de façon à limiter le risque de blessures graves et à mettre en œuvre la réglementation qui s'impose.

\* \* \*

### LA MÉTRISATION

L'APPLICATION À L'INDUSTRIE LAITIÈRE

**M. Gordon Towers (Red Deer):** Madame le Président, j'ai en main une note interne de la Commission du système métrique où un bureaucrate explique à une importante entreprise du Canada que la conversion au système métrique est tout à fait volontaire. Voilà qui surprendra bon nombre de Canadiens.